



AU-DELÀ DE L'EXTRACTIVISME: ALTERNATIVES FÉMINISTE POUR UN DÉVELOPPEMENT RESPECTUEUX DE LA JUSTICE SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DE GENRE EN AFRIQUE



Zo Randriamaro

Le modèle de développement extractiviste actuel est en crise sur le continent africain. Après les discours brillants sur une « Afrique en voie de prospérité » et capable de s'affranchir des dépendances coloniales et des griffes de la pauvreté grâce à l'exploitation de ses ressources, les réalités socio-économiques des populations africaines n'ont pas vraiment changé. La croissance économique ne s'est pas traduite en prospérité et n'a pas transformé les conditions de vie de la majorité des Africains, ni libéré les Africains de l'exploitation en créant des emplois décentés. Bien au contraire, le type de développement capitaliste mis en œuvre dans les pays du continent élargit le fossé qui sépare les riches et les pauvres, approfondit les conflits fonciers et renforce le militarisme et l'autoritarisme. Cet article propose une analyse des modèles de développement actuels selon une perspective féministe, et présente des idées pour des alternatives au système économique extractiviste qui puissent garantir la justice sociale et l'égalité de genre.

La première partie analyse les caractéristiques du cadre économique de l'extractivisme, y compris les interconnexions locales, nationales, régionales et mondiales. La deuxième partie explore ses coûts environnementaux et sociaux cachés, suivie de l'analyse des dimensions de l'extractivisme selon le genre dans la troisième partie. La dernière section traite des étapes nécessaires et des éléments constitutifs existants vers des modèles de développement alternatifs.



EXTRACTIVISME ET INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES : IDÉES POUR UN DÉVELOPPEMENT JUSTE SUR LE PLAN SOCIAL ET SUR LE GENRE EN AFRIQUE

Le modèle de développement extractiviste actuel est en crise sur le continent africain. Après les discours brillants sur une « Afrique en voie de prospérité » et capable de s'affranchir des dépendances coloniales et des griffes de la pauvreté grâce à l'exploitation de ses ressources, les réalités socio-économiques des populations africaines n'ont pas vraiment changé. La croissance économique ne s'est pas traduite en prospérité et n'a pas transformé les conditions de vie de la majorité des Africains, ni libéré les Africains de l'exploitation en créant des emplois décents. Bien au contraire, le type de développement capitaliste mis en œuvre dans les pays du continent élargit le fossé qui sépare les riches et les pauvres, approfondit les conflits fonciers et renforce le militarisme et l'autoritarisme. Cet article propose une

analyse des modèles de développement actuels selon une perspective féministe et il présente des idées pour des alternatives au système économique extractiviste qui puissent garantir la justice sociale et l'égalité de genre.

La première partie analyse les caractéristiques du cadre économique de l'extractivisme, y compris les interconnexions locales, nationales, régionales et mondiales. La deuxième partie explore ses coûts environnementaux et sociaux cachés, suivie de l'analyse des dimensions de l'extractivisme selon le genre dans la troisième partie. La dernière section traite des éléments constitutifs existants et des étapes nécessaires vers des modèles de développement alternatifs.

1. Le cadre économique de l'extractivisme

Pour surmonter l'extractivisme, il faut s'attaquer à de multiples problèmes sociaux, économiques et environnementaux à court et à long terme. Mais avant tout, cela implique une compréhension claire du fonctionnement du système extractiviste. Par conséquent, cette première section vise à donner une clarté conceptuelle au cadre économique de l'extractivisme. Dans cette perspective, elle commence par définir les éléments clés du concept d'extractivisme et ses implications économiques, politiques et sociales. La typologie et les principaux facteurs de l'extractivisme en Afrique sont également explorés, ainsi que ses impacts sur le développement économique.

Le concept d'extractivisme

La définition du terme "extractivisme" comporte deux éléments clés :

- Le premier élément concerne le **processus d'extraction** de matières premières telles que les minéraux, le pétrole et le gaz, ainsi que l'eau, le poisson et les produits forestiers, les nouvelles formes d'énergie telles que l'hydroélectricité et les formes d'agriculture industrielle, qui impliquent souvent la terre et l'eau accaparées par les industries extractives.
- Le deuxième élément concerne **les conditions dans lesquelles se déroule ce processus d'extraction et les intérêts qu'il sert**, dans le cadre d'un modèle de développement dominant et très inégalitaire, orienté vers l'exploitation et la commercialisation des ressources naturelles du Sud pour l'exportation vers les riches économies du Nord.

En tant que tel, ce modèle de développement extractiviste organise les relations politiques, socio-économiques et culturelles au sein des différents pays: l'économie et les structures

de classe, les relations de genre, l'Etat et le discours public" (Brand, 2013, cité dans WoMin, 2014).

Ce modèle de développement extractiviste a été perpétué depuis la période coloniale, sans aucune considération pour la durabilité des projets extractifs et l'épuisement des ressources. Elle trouve son origine dans le processus d'"accumulation primitive" dans le contexte colonial, grâce auquel "l'extraction des ressources naturelles dans les colonies nourrissait les centres coloniaux de matières premières, d'énergie, de minéraux et de produits alimentaires dont les colonisateurs avaient besoin pour accumuler le capital et alimenter leur développement" (Galeano, 1971). L'extractivisme a souvent créé des relations de dépendance et de domination entre fournisseurs et consommateurs de matières premières.

Alors que les États-nations postcoloniaux avaient obtenu leur indépendance politique, ils étaient restés piégés dans leur position de subordination en tant que fournisseurs de matières premières à bas prix et de main-d'œuvre à faible coût dans un système



capitaliste transnational. La marchandisation et la privatisation de la terre et l'expulsion forcée des populations paysannes; la conversion de diverses formes de droits de propriété - droits communs, collectifs, étatiques, etc. - en droits de propriété privés exclusifs; suppression des droits aux biens communs; la marchandisation de la force de travail et la suppression des formes alternatives de production et de consommation, indigènes; le processus d'appropriation des avoirs, y compris des ressources naturelles, coloniaux, néocoloniaux et impériaux; la monétisation des échanges et de la fiscalité, en particulier de la terre; commerce des esclaves; et l'usure, la dette nationale et finalement le système de crédit (Harvey, 2004, p.74).

Que ce soit sous la période coloniale ou post-coloniale, la dépossession requise des paysans et l'accumulation de ressources naturelles essentielles au développement industriel et à la prospérité du Nord se font à travers une série violente d'extractions capitalistes.

La typologie de l'extractivisme

Eduardo Gudynas (2010) a identifié trois types d'extractivisme:

(a) **L'extractivisme prédateur** est actuellement la forme dominante en Afrique ainsi que dans d'autres régions du monde, et ses sérieux impacts sociaux, environnementaux, économiques et politiques sont examinés à la section 2. Cette catégorie comprend le néo-extractivisme, qui a émergé des efforts déployés par certains États progressistes et / ou socialistes d'Amérique latine et d'Afrique¹ pour renforcer le rôle de l'État dans l'exploitation et l'appropriation des ressources naturelles au cours des dix dernières années (Gudynas, 2010; Aguilar, 2012). Ainsi, des lois et des politiques ont été établies pour assurer la redistribution nationale à travers la fourniture de services

publics et sociaux. Le financement de ces services provient directement des bénéfices tirés de l'extraction de ressources naturelles par les États.

Cependant, selon certains analystes, "le néo-extractivisme latino-américain a démontré les limites de ce modèle d'attentes des exportations et des investissements étrangers pour résoudre les problèmes historiques et structurels d'inégalité, d'iniquité et, surtout, de destruction de l'environnement..." (Aguilar, 2012, p. 7). En tant que tel, dans ce nouveau modèle de développement, l'extractivisme est intensifié par les gouvernements, induisant ainsi davantage de conflits sur les ressources naturelles et une externalisation accrue des coûts sociaux et environnementaux vers les communautés, sans opportunités d'emploi significatives ni de meilleures conditions de vie dans ces communautés concernées.

b) **L'extractivisme prudent ou modéré** tient compte de certaines préoccupations sociales et environnementales, ainsi que d'un certain degré de participation communautaire. Cependant, ce type d'extractivisme ne modifie pas substantiellement la structure actuelle de l'accumulation et ne s'éloigne pas de l'appropriation prédatrice de la nature.

(c) **L'extraction indispensable** n'est pas un modèle d'extractivisme, car son objectif et sa pratique consistent à réduire l'extraction des ressources et à promouvoir la durabilité par le recyclage, le renforcement des lois, des politiques et des systèmes de réglementation pour supprimer les flux inéquitables de matières et de ressources, réduire radicalement les pressions sur les écosystèmes, et minimiser les contributions aux émissions de gaz à effets de serre (Gudynas, 2010).

1 Ces pays comprennent le Brésil, l'Argentine, le Venezuela, l'Uruguay, la Bolivie et le Zimbabwe.

Les moteurs de l'extractivisme en Afrique

L'extractivisme a été constant dans les trajectoires économiques, sociales et politiques de nombreux pays africains, avec des degrés d'intensité variables. Depuis l'époque coloniale, l'abondance des ressources naturelles qui caractérise ces pays a contribué à déterminer leur position en tant qu'économies exportatrices de produits de base dans l'ordre économique mondial. La prédominance de l'extractivisme dans les économies africaines n'est pas seulement due à la colonisation, mais également à l'hégémonie de l'idéologie néolibérale sous-jacente à l'ordre économique mondial.

Le rôle joué par les institutions financières internationales (IFI) a été particulièrement important à cet égard. Ainsi, au lendemain de la crise financière et énergétique mondiale de la dernière décennie, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) ont fortement encouragé l'extractivisme en tant que principal facteur de la croissance économique, considéré par ces IFI comme une condition préalable au développement dans les pays du Sud et du Nord.



En outre, l'extraction des ressources naturelles est devenue un domaine important pour la spéculation et les profits rapides sur les marchés financiers, tant pour les financiers et les investisseurs que pour des blocs de pays du Nord tels que "la Commission Européenne qui a coordonné l'Initiative des Matières Premières qui vise à préserver leur accès aux matières premières sur le marché international et à apporter un soutien important aux multinationales afin de garantir des investissements de premier ordre dans les intérêts européens (Aguilar, 2012, cité dans WoMin 2014).

Au cours de la dernière décennie, l'augmentation marquée des activités extractives en Afrique est liée à la forte demande internationale de matières premières et à un cycle de prix élevés. Cependant, la baisse récente des prix des minéraux et des hydrocarbures a entraîné une nouvelle expansion des frontières de l'extraction afin de compenser la chute des prix. L'extractivisme est également lié à la surconsommation d'énergie dans les économies riches et émergentes, aux besoins énergétiques croissants du Sud et à la croissance exponentielle de la demande de produits de base dans des pays comme la Chine et l'Inde.

Dans les pays du Nord, même le mouvement croissant en faveur de la protection de l'environnement fait pression sur les pays pauvres du Sud pour qu'ils ouvrent leur territoire afin de satisfaire la demande de l'économie mondiale en minéraux et en matières premières. Dans ce contexte, il est largement reconnu que cette pauvreté est corrélée à l'existence de ressources naturelles dans de nombreux pays dont l'économie repose principalement sur l'extraction et l'exportation de ces ressources. Outre cette malédiction des ressources (Acosta, 2009), ces pays souffrent de taux élevés d'inégalité, de corruption, de violation des droits humains et de dégradation de l'environnement (Acosta, 2013, OXFAM 2017).

2. Extractivisme et développement économique

La position de nombreux pays africains en tant que fournisseurs de produits primaires bon marché affecte leurs structures économiques et la répartition des facteurs de production dans celles-ci. Malgré la grande taille des industries extractives, celles-ci ne génèrent que peu d'avantages pour les pays

exportateurs. De même, la plupart des biens, intrants et services spécialisés nécessaires au fonctionnement des industries extractives proviennent rarement de sociétés nationales basées dans les pays exportateurs.



Cela est particulièrement évident dans les pays exportateurs de minéraux et de pétrole, où les liens dynamiques qui sont si indispensables pour parvenir à un développement économique cohérent² n'existent pas, alors que la redistribution des revenus est très inégale et que la richesse est concentrée au sein d'une petite minorité. Le secteur de l'extraction est caractérisé par une forte demande de capital et de technologie, un isolement par rapport aux autres secteurs économiques et un manque d'intégration avec le reste de l'économie et de la société. En tant que tel, il exacerbe «la fragmentation des territoires, avec des zones reléguées et des enclaves extractives liées aux marchés mondiaux» (Gudynas 2010). La volatilité des prix des matières premières est inhérente au marché mondial, ce qui signifie qu'une économie basée sur l'exportation de produits de base subit des problèmes récurrents de balance des paiements et de déficit budgétaire (Acosta, 2013). Dans cette situation, l'économie nationale devient dépendante des marchés financiers et expose son développement à des fluctuations erratiques.

Dans la plupart des cas, les principaux bénéficiaires des activités extractivistes sont les sociétés transnationales (STN), qui sont recherchées par les États africains comme la principale source d'investissement direct étranger pour l'exploration et l'exploitation de leurs ressources naturelles. Les STN bénéficient

² Notamment des liens futurs (valorisation et valeur ajoutée), arriérés (achats locaux, etc.), fiscaux (redevances, taxe sur les sociétés, etc.), spatiaux (infrastructure) et connaissances (développement des compétences et de la technologie).

généralement d'un cadre réglementaire favorable ainsi que d'allègements fiscaux et d'incitations fiscales dans les pays africains où elles opèrent. En outre, dans plusieurs cas, certaines de ces sociétés transnationales ont profité de leur contribution à la balance commerciale pour influencer les gouvernements en faveur de leurs intérêts.

Les STN et leurs alliés étatiques sont habitués à souligner la valeur monétaire des réserves de minéraux et de pétrole qu'elles ont découvertes pour promouvoir le soutien public à l'extraction des ressources naturelles. Cependant, les chiffres présentés ne tiennent pas compte des «coûts sociaux et environnementaux cachés» (Acosta, 2013). Par exemple, ces coûts incluent souvent le déplacement des communautés concernées, la pollution, ainsi que les subventions perverses accordées aux projets d'extraction grâce à leur accès gratuit ou à bas prix à l'eau, à l'énergie et aux infrastructures (Gudynas, 2010). Ces coûts représentent des pertes économiques invisibles dans les comptes des projets extractifs, car ils sont externalisés sur les communautés concernées.

Les coûts sociaux et environnementaux cachés

Poussés par les profits élevés associés à l'extraction des ressources naturelles et par l'idéologie néolibérale qui les sous-tendait, de nombreux gouvernements africains ont recentré leur attention sur le développement de l'extraction et de l'exportation à grande échelle de produits primaires. Comme en Amérique latine, l'économie politique de l'extractivisme dans les pays africains concernés est marquée par le passage au «Consensus sur les produits de base», qui n'est pas centré sur la reconstruction de l'État, mais sur l'accroissement des exportations à grande échelle de produits de base, ce qui entraîne des impacts politiques et sociaux importants,

notamment la création de «nouvelles formes de dépendance et de domination» (Svampa, 2013). Dans cette section, les impacts spatiaux et temporels de ce Consensus sur les produits de base sont discutés, ainsi que ses impacts sur la classe ouvrière et ses liens avec les conflits, la violence et la militarisation.

Conséquences du Consensus sur les produits de base aux échelles spatiale et temporelle

La taille gigantesque des activités extractives provoque une dévastation environnementale irréversible, généralement reconnue comme étant le coût inévitable du développement dans les pays concernés, en dépit des preuves que la grande majorité des activités extractivistes ne peuvent jamais être considérées comme «durables» car leur essence même est destructrice. Par exemple, des études sur les industries minière ou pétrolière ont mis en évidence les nombreuses façons dont la nature est endommagée et détruite de manière irréversible.



Ces études ont également révélé les tragédies humaines résultant des impacts sociaux et environnementaux de l'extractivisme, tant à l'échelle spatiale que temporelle. Les impacts directs sur les communautés rurales, paysannes et autochtones sont désastreux, car ces communautés perdent leur accès aux ressources naturelles dont elles dépendent pour leur subsistance, leur reproduction et leurs traditions culturelles.

En particulier, les dépossession de terres peuvent avoir lieu directement lors de l'accaparement de terres pour des activités extractivistes ou indirectement suite à la perte de terres entraînée par l'accaparement de l'eau par les sociétés extractrices, la pollution et le changement climatique. En tant que telles, les dépossession de terres liées à l'extractivisme impliquent toujours la perte de la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire la violation du droit des peuples à une nourriture saine et culturellement appropriée produite par des méthodes écologiques et durables, ainsi que leur droit de définir leurs propres systèmes alimentaire et agricole. (Déclaration de Nyeleni 2007). Les impacts touchent également les communautés tout au long de la chaîne de valeur, y compris aux points d'extraction, de transformation, de transport et d'expédition des produits primaires.

Dans les zones rurales où les hommes partent travailler dans les mines, les femmes sont particulièrement touchées par la pénurie de main-d'œuvre pour la production alimentaire, la production vivrière et les cultures de rente, ainsi que par la charge des soins qu'elles doivent apporter aux mineurs malades. En outre, ces impacts se font également sentir pendant des décennies, voire des siècles, alors que les communautés touchées continuent de subir la pollution de l'eau, des sols et de l'air, et des impacts cumulés des activités extractives, notamment sous la forme du changement climatique, qui résulte directement des émissions massives de gaz à effet de serre par les industries extractives des pays riches.

Les impacts de l'extractivisme sur la classe ouvrière

Sous le régime colonial, les activités extractivistes reposaient sur l'exploitation meurtrière du travail de sujets colonisés, notamment par le biais de la servitude et de l'esclavage (Gedicks, 1993; Banerjee, 2000). Durant la période post-coloniale, de nombreuses personnes travaillant dans les industries extractives et leurs industries connexes continuent de travailler dans des conditions dangereuses et dégradantes et de gagner de bas salaires, malgré les promesses de nouveaux emplois et de développement dans les industries extractives par les STN et leurs États alliés. En fait, il semble que la faiblesse du cadre réglementaire régissant les industries extractives ait permis aux sociétés transnationales d'être parties de normes laxistes en matière de santé et de sécurité dans les pays africains riches en ressources et de payer de bas salaires pour maximiser leurs profits.

De même, les sociétés transnationales engagent généralement des étrangers pour occuper les postes de direction les mieux rémunérés, laissant ainsi aux membres de la communauté locale les emplois les plus exigeants en main-d'œuvre et les moins bien rémunérés. Les STN ont eu recours au système de main-d'œuvre migrante pour résoudre les problèmes de disponibilité de main-d'œuvre locale dans les secteurs extractifs de pays riches en minerais comme l'Afrique du Sud. En outre, ce système a non seulement permis aux sociétés transnationales de maximiser leurs profits en empêchant les familles de migrer, mais aussi de laisser aux communautés des zones rurales d'origine de la main-d'œuvre le fardeau de sa reproduction sociale et de la prochaine génération de travailleurs. À cet égard, le travail non rémunéré des femmes a joué un rôle crucial dans les stratégies d'accumulation primitive et néolibérale, comme on le verra plus en détail dans la section suivante.

En Amérique latine comme en Afrique, l'un des traits essentiels de la relation actuelle entre extractivisme et travailleurs est l'émergence d'un «nouveau prolétariat», composé des groupes sociaux des zones rurales qui subissent les conséquences négatives des industries extractives, à savoir: les mineurs, les travailleurs salariés, les travailleurs ruraux sans terre, les communautés autochtones et les communautés de paysans agriculteurs (Veltmeyer et Petras, 2013; Hogenboom, 2012). Au sein de ces groupes sociaux, les femmes sont touchées de manière disproportionnée par ces impacts et se situent au premier plan de la lutte de classes et de la résistance à l'extractivisme, comme cela est expliqué plus en détail à la section 3.



Conflits, violence et militarisation

L'expansion des activités extractives et leur diversification dans de nouveaux domaines, tels que l'hydroélectricité, se sont accompagnées de l'explosion de conflits autour de problèmes sociaux et environnementaux entre communautés luttant contre l'exploitation des ressources naturelles et la destruction de l'environnement par les forces du capital mondial. Ces conflits sociaux et environnementaux se traduisent par des affrontements répétés, de la violence, de la répression et des violations des droits de l'homme perpétrées par l'État et / ou les forces de sécurité.

En ce qui concerne les industries minières, la résistance locale est motivée par la décision des gouvernements d'imposer l'entrée de grands projets miniers exploités par des STN étrangères sur les territoires des communautés autochtones. Cette libéralisation de l'extraction minière a entraîné la violation des droits fonciers ancestraux des peuples autochtones. En outre, cela a permis la dépossession de ressources naturelles et de territoires, tandis que les tentatives des STN et / ou des gouvernements pour réprimer la résistance locale ont conduit à une sécurisation accrue des industries extractives et à la militarisation des territoires concernés.

Dans les territoires militarisés, l'armée collabore avec la sécurité privée des STN pour contrôler les mouvements et les activités des communautés locales.

Ensemble, ils sont chargés de protéger les projets d'extraction de minéraux de ceux qui font obstacle au «développement». La militarisation et la sécurisation engendrent une violence profondément enracinée dans les communautés, ainsi que la violence à l'encontre des travailleurs et des femmes.

En outre, l'engagement ferme des gouvernements africains en faveur du développement de l'économie extractive a conduit à leur réticence, dans de nombreux cas, à prendre en compte les demandes de justice sociale et environnementale et / ou à permettre aux communautés et à la société civile de jouer un rôle significatif dans les processus de décision liés au secteur extractif. La criminalisation de la contestation par les militants des communautés et de la société civile est devenue une stratégie essentielle des entreprises et des États pour anéantir la résistance à l'extractivisme. Ainsi, la violence est intrinsèque et indissociable de l'extractivisme en tant que modèle de développement et des industries extractives, qui sont en mesure de tirer profit de leurs liens politiques avec les élus, les militaires et l'élite nationale. Dans le contexte de ces arrangements transnationaux, l'État a tendance à adopter une attitude relativement non interventionniste vis-à-vis des enclaves extractives, laissant ces zones hors du champ de la réglementation nationale, et ignorant ses obligations sociales et économiques envers les communautés concernées. Tout cela perpétue la violence généralisée à l'encontre des communautés, des travailleurs, des femmes et des écosystèmes, ainsi que la pauvreté et l'exclusion croissantes, avec des impacts disproportionnés sur les femmes et les filles, comme cela est expliqué plus en détail ci-dessous.



3. Femmes, genre et extractivisme

Une perspective de genre est cruciale pour l'analyse du système extractiviste et de ses impacts. Dans les divers contextes locaux, les femmes, les filles, les hommes et les garçons vivent de manière différente leurs expériences avec le système extractiviste et ses impacts. La plupart du temps, les femmes et les filles souffrent plus que les hommes et les garçons des impacts négatifs des industries extractives sans en tirer de réels avantages. Cette section explore les principaux aspects de la participation des femmes dans les industries extractives, ainsi que les impacts selon le genre de l'extractivisme sur les droits des femmes en Afrique.

Participation des femmes dans les industries extractives

En substance, les analyses de la participation des femmes à la force de travail dans les grandes industries extractives relèvent de deux points de vue opposés, qui sont centrés d'une part sur la lutte contre l'exclusion des femmes des avantages de l'extraction des ressources naturelles, et d'autre part, sur la situation critique des femmes mineurs en raison des problèmes spécifiques liés au genre. En ce qui concerne le point de vue libéral selon lequel il est essentiel de mettre fin à la marginalisation des femmes dans le secteur des industries extractives, en particulier en ce qui concerne l'emploi, le modèle de développement extractiviste en lui-même n'est pas un problème. Ce qui importe est l'intégration des considérations de genre et des femmes dans les structures et le fonctionnement du système extractiviste, notamment par le biais de réformes juridiques et réglementaires visant à garantir que les femmes tirent profit à part égale avec les hommes de l'extraction des ressources naturelles.



Cette position libérale est illustrée par le cas du projet «Gender, Transformative Leadership and Extractive Industries» en Afrique du Sud (ONU Femmes, 2016), dans le cadre duquel de nombreuses grandes sociétés minières ont adopté le recrutement de femmes comme stratégie clé d'entreprise, et promu les opportunités d'emploi des femmes en tant que mineurs. En tant que tels, les partisans de ce point de vue libéral ne remettent pas en question la nature capitaliste du système extractiviste et ses implications.

En revanche, le point de vue qui se concentre sur les problèmes spécifiques liés au genre auxquels sont confrontées les femmes dans les industries extractives met en lumière «les expériences des femmes en matière de harcèlement sexuel, de salaires inégaux et de mauvaises conditions de travail spécifiques aux femmes dans les mines» (WoMin, 2014, p. 4). Son analyse va «au-delà du travail salarié des femmes pour aborder leur travail de reproduction, qui est intégré dans leurs rôles et leurs tâches dans les mines et subventionne le maintien par les industries extractivistes

³ Établis dans la Déclaration de Cochabamba adoptée par des milliers de citoyens du monde en Bolivie le 8 décembre 2000 et dans la Constitution équatorienne de 2008, les droits de la nature reconnaissent la Terre et ses nombreux écosystèmes comme «un être vivant doté de droits inaliénables: exister, vivre sans traitements cruels, maintenir les processus vitaux nécessaires à l'équilibre harmonieux qui soutient toute la vie. De telles lois reconnaissent également le pouvoir des peuples, des communautés et des gouvernements de défendre ces droits ».

des salaires et les conditions de vie médiocres des mineurs de sexe masculin».

Ainsi, cette analyse indique que les forces croisées du patriarcat et du capitalisme sont les causes profondes des préjugés persistants à l'égard des femmes et de leur subordination dans le secteur minier. Ce point de vue postule que «sans transformation significative de la culture de travail et de l'environnement, l'intégration des femmes ne constitue pas une expérience libératrice » (WoMin, 2014, p.4). En outre, cette perspective éco-féministe de la participation des femmes dans les industries extractives souligne le lien qui existe entre les droits des femmes et les droits de la nature³, et la manière dont le rôle que les femmes assument en tant que dispensatrices naturelles de soins et nourricières les place à l'avant-garde des luttes visant à protéger l'environnement et la Nature contre l'oppression des systèmes patriarcaux, capitalistes et extractivistes dominés par les hommes.

Les impacts liés au genre de l'extractivisme sur les droits des femmes

- **Impacts sur les terres, les moyens de subsistance et la souveraineté alimentaire:** Les industries extractives sont très perturbatrices et peuvent affecter les droits des femmes de nombreuses manières. L'exploitation minière à grande échelle a un impact négatif sur les droits fonciers des femmes rurales ainsi que sur leur accès, leur contrôle et leur utilisation des ressources naturelles. Cela les empêche également d'accéder à la main-d'œuvre nécessaire (y compris leur propre main-d'œuvre) pour la production alimentaire et de la contrôler. Dans de nombreux contextes ruraux, les femmes supervisent la production alimentaire pour la consommation et le revenu de leurs familles; par conséquent, les femmes sont généralement les plus touchées

par l'expropriation pour des projets extractifs de la terre où elles vivent et travaillent. Si les femmes ne se voient pas attribuer des terres de remplacement de taille et de productivité égales à celles qu'elles avaient auparavant, elles perdront leurs moyens de subsistance et la souveraineté alimentaire de leurs familles. Mais dans la plupart des cas, les terres de remplacement de même qualité ne sont pas mises à la disposition des femmes. De même, les compensations foncières sont généralement accordées aux chefs de famille de sexe masculin (Oxfam International, 2017). En outre, lorsque les terres agricoles ne sont plus disponibles et / ou que les sols et les sources d'eau sont épuisés ou pollués, la charge de travail des femmes est susceptible d'augmenter afin de pouvoir gagner un revenu décent. Dans de nombreux cas, «les femmes peuvent même être obligées d'avoir recours à des emplois caractérisés par les abus et l'exploitation, ou qui les enfoncent dans la pauvreté, comme la prostitution» (Oxfam International, 2017).

- **Impact sur le corps des femmes, la sexualité, la santé et la sécurité:** Bien que la littérature sur les relations entre les femmes, le sexe, la sexualité et l'extractivisme ait tendance à être principalement axée sur la prostitution, il est important de souligner que cette dernière a une incidence sur la capacité des femmes à faire des choix sûrs et bien définis en ce qui concerne leur corps, leur santé et leur



sexualité (WoMin , 2014). Dans de nombreux pays, les taux les plus élevés d'infections sexuellement transmissibles et de VIH/SIDA se rencontrent dans les communautés voisines de projets extractifs à grande échelle. En ce qui concerne la santé et la sécurité des femmes et des filles dans les communautés concernées, les changements économiques et sociaux induits par ces projets sont associés à des facteurs de risque spécifiques liés à «la migration et le statut migratoire; l'expansion et le ralentissement, ainsi que le stress économique sur les plus vulnérables; et la construction particulière de la masculinité dans les mines »(WoMin, 2014, p.5).

La preuve en est l'augmentation des taux de violence à l'égard des femmes et des filles, ainsi que l'augmentation marquée de l'alcoolisme, des abus et du harcèlement sexuels, ainsi que de la violence domestique liés aux opérations d'extraction à grande échelle. Dans certains cas, des agressions sexuelles - y compris des viols - perpétrées par des forces de sécurité engagées par des sociétés extractives ont également été rapportées (Oxfam International, 2017).

-Impact sur le travail de soins non rémunéré des femmes: Les soins non rémunérés désignent les travaux domestiques effectués principalement par les femmes afin de reproduire la force de travail des membres du ménage et de la communauté, tels que la cuisine, le ménage, la collecte de bois de chauffe et de l'eau, ainsi que la garde des enfants et des personnes âgées. Même si les coûts des industries extractives sont externalisés de manière disproportionnée sur les femmes par le biais de leur travail non rémunéré qui contribue à la reproduction sociale du capital minier, ce travail n'est pas reconnu, comptabilisé, rémunéré ni valorisé dans le secteur minier et dans le domaine économique.

Les activités extractives augmentent le temps et l'énergie consacrés au travail de soins non rémunéré des femmes, alors que les ressources naturelles telles que l'eau et

le bois s'épuisent. Lorsque les sources d'eau locales sont polluées, les femmes et les filles qui sont généralement responsables de l'approvisionnement doivent parcourir de plus grandes distances. Les sources d'eau polluées peuvent également entraîner des maladies chroniques parmi les membres des familles, augmentant ainsi leurs besoins en soins. En outre, à mesure que le temps passé par les femmes dans le travail de soins non rémunéré augmente, leur incapacité à occuper un emploi rémunéré accroît encore les pressions économiques exercées sur les familles, ainsi que la dépendance financière des femmes à l'égard des hommes au sein des ménages.



- Répercussions sur les relations de pouvoir entre les sexes et l'autonomie des femmes:

Comme mentionné ci-dessus, l'impact des industries extractives sur le manque de temps des femmes, dans un contexte où les opportunités d'emploi sont limitées et où les hommes sont les principaux salariés, accroît la dépendance économique vis-à-vis des hommes, associée à une marginalisation accrue des femmes dans les décisions au niveau du ménage. Les projets extractivistes tendent à modifier l'équilibre des relations de pouvoir entre les sexes au détriment de l'autonomie des femmes, et à renforcer les contraintes structurelles qui expliquent leur marginalisation dans la prise de décision et leur impuissance au niveau des ménages et des communautés. Dans la sphère publique, l'absence typique de femmes dans les consultations et les processus décisionnels liés aux projets extractifs reflète ces inégalités persistantes dans les relations de pouvoir entre les sexes et le manque de voix des femmes dans la sphère politique.

4. Vers des alternatives au système extractiviste⁴

La prédominance du paradigme de développement néolibéral et l'expansion du Consensus sur les produits de base dans les pays africains ont imposé la vision générale selon laquelle la croissance économique est une condition sine qua non du progrès et du développement, et que l'extraction croissante des ressources naturelles est nécessaire pour répondre à une situation de demande mondiale sans cesse croissante. Dans ce contexte, l'aggravation de la crise écologique mondiale fait apparaître une transgression insoutenable des limites de la nature par le mode d'extraction extractiviste qui a engendré une foule de crises sociales et politiques, comme les flux migratoires incessants des pays africains vers les centres du système capitaliste, violence extrême et guerres pour le contrôle des ressources naturelles stratégiques.

Plus important encore, il est clair que le modèle de développement extractiviste a accru les inégalités de classe, de race et de genre. Il perpétue l'exploitation de la nature et de la majorité des Africains privés de leurs droits au profit de paradis fiscaux offshore et d'une poignée d'hommes politiques et de gens d'affaires⁵. Toutes ces réalités suggèrent la nécessité urgente d'échapper au "piège" de l'extractivisme (Acosta, 2014) et de relever le défi pressant d'un nouveau paradigme de développement qui respecte à la fois les droits humains et les droits de la nature, et qui puisse assurer la justice économique, écologique, sociale ainsi que l'égalité de genre.

⁴ Cette section s'appuie sur les discussions des laboratoires féministes et sur les expériences des membres du groupe de réflexion et d'action féministes. Surtout sur les contributions et le travail du mouvement féministe international La Marche mondiale des femmes représentée par Marianna Fernandes. Voir aussi Fernandes, 2018.

⁵ Voir Acosta, 2014: alors qu'en 2010, 388 personnes avaient accumulé autant de richesses que plus de la moitié de la population mondiale (environ 3 500 millions de personnes), en 2015, ce nombre était tombé à 62 personnes selon le rapport d'Oxfam (2016). Selon cette même source, les richesses aux mains de ces 62 personnes les plus riches auraient augmenté de 44%; en seulement cinq ans, la richesse entre les mains de la moitié la plus pauvre de la population a chuté de plus d'un milliard de dollars, tombant à 41%.

Initiatives existantes et éléments constitutifs

La question clé est de savoir comment assurer un développement équitable pour tous, tout en surmontant la dépendance envers les industries extractives et en veillant à la protection des ressources naturelles pour les générations futures. Il s'agit bien évidemment d'une question très complexe qui nous oblige à traiter simultanément les problèmes environnementaux et les problèmes sociaux urgents - tels que la pauvreté - tout en nous dirigeant vers un modèle économique post-extractiviste.

Pour surmonter l'extractivisme, il faut s'attaquer à de multiples problèmes sociaux, économiques et environnementaux à court et à long terme, ce qui implique avant tout une compréhension claire du fonctionnement du système extractiviste. Une telle compréhension nous permet déjà de nous rendre compte que tout comme aucun pays à lui seul ne peut vaincre le changement climatique, aucun pays à lui seul ne sera en mesure de vaincre l'extractivisme (Acosta, 2014). En d'autres termes, lutter contre l'extractivisme nécessite des actions à la fois dans les pays du Sud et ceux du Nord. Cette compréhension nous aide également à cibler les principaux responsables de l'extractivisme dans les pays africains - les gouvernements des centres capitalistes et des sociétés transnationales



basés dans le Nord - et à identifier les initiatives / campagnes existantes qui se concentrent sur ceux-ci et ont le potentiel de soutenir les pays africains riches en ressources à éloigner leurs économies de l'extractivisme.

- **Exiger la justice climatique:** Comme discuté dans les sections précédentes, le changement climatique est une conséquence directe de l'extractivisme. Par conséquent, le renforcement des campagnes en faveur de la justice climatique est essentiel au processus de réduction de l'extraction et de lutte contre l'extractivisme, car il permet de cibler directement les principaux responsables du changement climatique dans les pays africains et de les soumettre à des demandes très concrètes de transfert de technologie et de financement, qui sont des impératifs pour sortir les économies africaines du piège extractiviste. De plus, les campagnes axées sur la justice climatique peuvent également aider à nouer des liens avec d'autres groupes aux prises avec les conséquences environnementales, sociales et économiques de l'extractivisme. Ce sera la clé pour forger la solidarité et allier les forces des mouvements sociaux mondiaux contre l'extractivisme.

- **Garantir le consentement libre, informé et préalable (CLIP):** Les communautés confrontées aux multiples problèmes liés à l'extractivisme ont besoin d'aide pour revendiquer leur droit à un développement autonome et à d'autres droits communautaires fondamentaux. À cet égard, le principe du consentement libre, informé et préalable (CLIP) est un instrument juridique qui protège ces droits; notamment le droit des communautés concernées d'être consultées avant toute réalisation d'activités minières et / ou d'autres projets de développement affectant leurs terres et leurs ressources naturelles, ainsi que le droit de prendre une décision en fonction de l'accès fourni à des informations objectives et libres de toute obligation, devoir, force ou contrainte.

Le principe du CLIP est utilisé par de nombreux militants et défenseurs des droits de l'homme

dans le cadre de projets d'extraction et de méga infrastructures. D'un point de vue féministe, il est particulièrement important pour les femmes, comme l'a souligné l'Alliance des femmes dans l'industrie minière (WoMin), qui met en œuvre un projet visant à renforcer et à faire entendre la voix des femmes dans le processus de prise de décision sur les questions liées à l'acquisition de terres pour les grands projets miniers dans certains pays africains. Cependant, dans certains cas, l'application du principe de CLIP a été faussée en faveur des élites locales et de leurs alliés au détriment des intérêts des communautés pauvres qui manquent souvent de ressources et de soutien pour résister efficacement aux puissantes sociétés transnationales.

- **Exiger le "droit de dire non":** Les lacunes mentionnées ci-dessus dans l'application du principe du CLIP montrent que cela ne suffit pas. D'où la promotion du concept de «droit de dire non» qui s'appuie sur le concept de CLIP, et qui affirme davantage le droit des communautés concernées qui ne sont pas satisfaites des résultats de la négociation de dire NON aux propositions des STN. En tant que tel, le «droit de dire non» donne aux communautés une voix plus forte et les place dans une position plus équitable dans les processus de négociation, tout en exhortant les sociétés transnationales à respecter les droits autochtones et coutumiers.

Le cas emblématique du comité de crise Amadiba dans le Pondoland, dans la région du Cap oriental, en Afrique du Sud, est un puissant témoignage de la concrétisation effective du «droit de dire non». Cette communauté a rejeté l'extractivisme et proposé ses propres alternatives de développement, à savoir des projets d'écotourisme et d'énergies renouvelables. Il est donc important de noter que le droit de dire «Non» à l'industrie minière est donc aussi le droit de dire «Oui» à une vie déterminée par soi-même et donne aux communautés un instrument concret leur permettant de créer leur propre modèle de développement par le biais de processus et de lois émanant de la base (Acosta, 2014).

Comment se présente un modèle de développement durable, fondé sur la justice sociale et l'égalité de genre ?⁶

La recherche d'alternatives au modèle de développement extractif est basée sur un processus de transformation progressive impliquant de multiples dimensions et encadrant la conceptualisation d'un paradigme de développement durable qui défend la justice sociale et l'égalité de genre, ainsi que les droits humains et les droits de la nature. Par conséquent, le point de départ est qu'une telle transformation sociale multidimensionnelle devrait s'attaquer simultanément aux relations complexes entre classe, race, colonialisme / impérialisme, genre et nature, car ce sont précisément leurs intersections et interdépendances historiques qui ont façonné le système économique dominant.

- *Une vision alternative de l'économie* : Avant tout, il est nécessaire de déconstruire les mythes et les fausses représentations qui encadrent la vision générale de l'économie, selon laquelle elle opère dans un vide social et écologique suivant un modèle qui ignore l'énergie, les matériaux, la nature, les biens communs, la société humaine, le pouvoir et le travail de soins non rémunéré des femmes



sans lequel aucune économie ne pourrait fonctionner.

Le modèle extractiviste dominant est construit sur des hypothèses clés qui se sont révélées avoir peu de relation avec la réalité:

- La domination scientifique et technologique de la Nature, qui est essentiellement considérée comme un réservoir illimité de «ressources naturelles» à exploiter et à marchandiser;
- L'existence de «l'homme économique rationnel» (homo oeconomicus), en tant qu'individu maximisant le profit, individualiste et isolé dont le bien-être dépend de l'accumulation de biens matériels;
- la conception de l'économie en tant que cycle fermé animé par la logique du profit et intégrant uniquement des relations et des activités monétisées exercées sur le marché;
- L'objectif d'une croissance illimitée en tant que pilier de l'organisation sociale et économique.

Ainsi, une vision alternative de l'activité économique devrait consister à "répondre aux besoins de tous dans les limites des moyens de la planète", au lieu de celle d'une croissance sans fin à tout prix. Nous avons besoin de systèmes économiques qui "nous permettent de prospérer, quel que soit leur niveau de croissance", et nous aident à pénétrer dans cet « espace écologiquement durable et socialement juste » dans lequel l'humanité peut jouir « d'une suffisance des ressources nécessaires pour mener une vie saine: nourriture, eau potable, logement, assainissement, énergie, éducation, soins de santé, démocratie » - bien-être réel (Raworth, 2017 cité par Monbiot G., 2017). Outre la

⁶ Cette session s'inspire de la discussion du deuxième laboratoire d'idées du groupe de réflexion et d'action féministes africaines, Ouganda, mai 2018. Voir aussi: Fernandes, M. (2018) Alternatives féministes à l'extractivisme prédateur: contributions et expériences de l'Amérique latine, Série sur le Dialogue féministe, Friedrich Ebert Stiftung, Maputo, Mozambique.

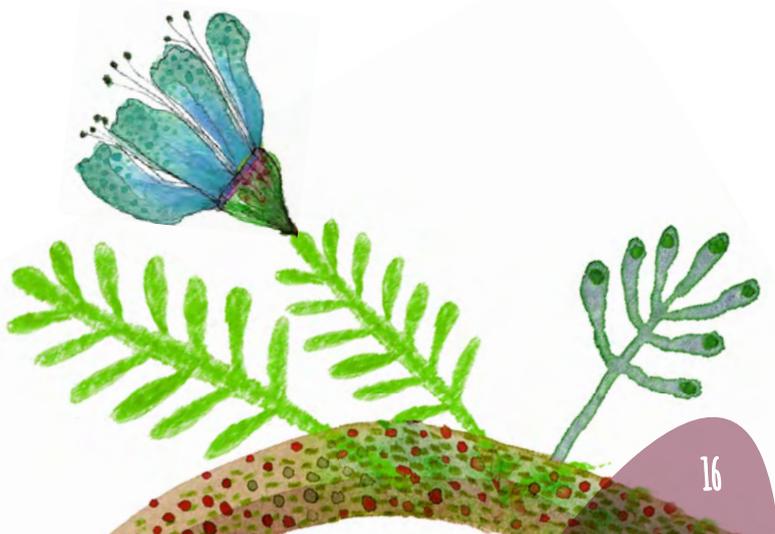
nécessité d'intégrer l'économie dans les systèmes de notre planète et dans la société, nous devons également nous rappeler que "l'économie est bien plus que ce qui est vendu sur le marché", comme en témoignent "les activités économiques des femmes rurales, qui impliquent souvent « des pratiques telles que les dons, les échanges et la production pour l'autoconsommation» (Sempreviva Organização Feminista [SOF] 2018, p.17), et que «nous sommes plus que des travailleurs, des consommateurs et des propriétaires de capital» (Monbiot, 2017).

- **Un cadre conceptuel alternatif:** Comme mentionné ci-dessus, le cadre conceptuel pour un paradigme de développement alternatif est holistique et multidimensionnel. Les différentes dimensions se rapportent à des processus de transformation critiques visant les logiques de marchandisation, patriarcale, coloniale et destructrice du système extractiviste dominant. Cela inclut les relations de domination et les inégalités fondées sur la race et la classe.

Ainsi, les dimensions principales d'un cadre conceptuel alternatif comprennent:

- La démarchandisation des éléments essentiels de la vie et des droits de l'homme, tels que la terre, l'eau, le logement et les services sociaux essentiels. Cela implique que la demande de ces éléments ne devrait plus être soumise à une logique de profit commercial et que son objectif devrait être réorienté vers la capacité d'assurer une reproduction sociale durable.

- La transformation des relations entre la société et la nature, devenues de plus en plus instrumentales et prédatrices depuis la période d'accumulation primitive coloniale, et qui se sont intensifiées pendant la mondialisation néolibérale ainsi qu' à l'ère actuelle du Consensus sur les produits de base. Il est urgent d'arrêter la destruction accélérée de la nature et des moyens d'existence, et de mettre un terme à la tendance actuelle à la sécurisation face aux problèmes écologiques qui sont de plus en plus considérés comme des problèmes de sécurité nécessitant des solutions violentes et militaires.
- La transformation des relations de genre inégales, ce qui implique la suppression du patriarcat sous toutes ses formes existantes dans différents contextes, en relation avec la division sexuelle du travail - travail reproductif et productif -, la représentation, la prise de décision, etc.
- L'établissement de relations sociales plus équitables, avec un nouvel accent mis sur la redistribution, un engagement accru pour lutter contre les inégalités de classe et les forces hégémoniques déstabilisatrices, et contre les stratégies d'État et d'entreprise d'accumulation de capital qui intensifient la concentration de la richesse entre les mains d'une minorité privilégiée.
- L'éradication des relations et des pratiques discriminatoires / racistes. Dans de nombreuses sociétés africaines, le racisme et la discrimination sont des éléments structurels du système extractiviste, qui ne peut se reproduire sans ces formes de domination et d'inégalité qui affectent les peuples autochtones et noirs de manière disproportionnée, en particulier les femmes.
- La génération d'un corpus de connaissances spécifiques destiné à assurer une transformation sociale progressiste. En tant que tel, ce processus inclut non seulement les connaissances



occidentales / scientifiques et d'experts, pertinentes, mais aussi et surtout la production de théories et de propositions fondées sur les expériences et les luttes des femmes et des mouvements sociaux.

- Alternatives économiques féministes⁷: L'économie féministe postule que tout le travail quotidien non rémunéré effectué continuellement par les femmes dans la sphère domestique et dans les espaces communautaires est essentiel à la production de la vie ainsi qu'au fonctionnement de l'économie. Assurer la qualité de la vie est au centre des alternatives économiques féministes basées sur les principes d'égalité, de redistribution des tâches, de solidarité et de réciprocité (SOF, 2018, p.17). De plus, l'économie féministe met en évidence la construction sociale des marchés, soulignant les relations omniprésentes d'inégalité qui y règnent et contestant l'idée selon laquelle le marché est "auto-régulé ... et s'adapte de lui-même pour fonctionner d'une manière qui profite à la fois à l'acheteur et au producteur" (p.26). L'instauration de l'autonomie économique et de l'estime de soi des femmes est un autre objectif central de l'économie féministe, ce qui est à l'opposé de l'appui à l'intégration des femmes dans le marché, tel qu'il est organisé de nos jours pour générer des revenus.

À cet égard, l'expérience pratique du travail avec des femmes rurales de la région de Vale do Ribeira au Brésil suggère que l'une des façons de le faire consiste à établir le contrôle des femmes sur l'accès aux marchés et leur revenu, sur la base de:

1. l'organisation collective pour augmenter la capacité de vente des femmes et leur pouvoir de négociation;
2. la diversification des lieux de vente pour éviter de dépendre de quelques clients seulement; et

⁷ Pour une discussion sur les alternatives féministes à l'extractivisme prédateur, voir aussi Fernandes, M. (2018) *Feminist Alternatives to Predatory Extractivism: Contributions and Experiences from Latin America*, Feminist Dialogue Series, Friedrich Ebert Stiftung, Maputo, Mozambique.

3. l'amélioration de l'accès aux informations clés (prix, montants, conditions de vente) pour éviter la dépendance envers des intermédiaires (Hillenkamp et Nobre, 2016, cité dans SOF, 2018, p. 29).

En outre, la construction de l'autonomie économique des femmes dépend de la capacité de créer des communautés politiques de changement où les relations de pouvoir internes existantes ainsi que les mécanismes externes qui perpétuent l'oppression sont analysés et traités collectivement.



Ces communautés politiques de changement devraient être constituées de groupes de femmes autonomes qui vont nouer des alliances avec d'autres mouvements sociaux engagés dans la réalisation de changements progressistes. Cette expérience avec les femmes rurales de la région de Vale do Ribeira met aussi en lumière les défis auxquels elles sont confrontées dans la mise en pratique de tous les principes et aspirations susmentionnés, notamment «pour relier notre résistance et nos luttes locales aux processus plus larges qui sont responsables des inégalités dans le monde entier» (SOF, 2018, p. 15).

Par exemple, au Brésil, nous constatons que les femmes qui se battent pour défendre leurs territoires sont confrontées: au pouvoir des sociétés transnationales - principalement des secteurs des mines et de l'agroalimentaire; au pouvoir de l'Etat, via la police ou la justice, qui favorise les élites et criminalise de plus en plus les luttes des peuples; à la violence à l'égard des femmes, utilisée dans les conflits pour les humilier ou les dissuader de se battre (SOF 2018, p. 16).

- Mettre en pratique les alternatives économiques

Féministes : Plusieurs éléments génériques de la transformation économique sont déjà clairs, tels que le renforcement des réseaux locaux de production et de consommation; la promotion d'économies circulaires (dans lesquelles l'énergie et les matériaux sont distribués en continu de différentes manières pour éviter le gaspillage); la promotion de produits durables; et la dé-financialisation des économies. Les exemples suivants ont été sélectionnés en raison de leur pertinence, tant du point de vue féministe que post-extractiviste⁸.

Agroécologie

L'agroécologie est «l'application de concepts et de principes écologiques à la conception et à la gestion d'agroécosystèmes durables» (Gliessman et Siliprandi, 2015, cité dans SOF, 2018, p. 18). En tant que tel, il répond au besoin d'une "agriculture intégrée dans les cycles de la nature tout en garantissant l'accès des individus à des aliments sains et nutritifs faisant partie de leur culture alimentaire" (SOF 2018, p. 19). Tout en rétablissant la diversité et l'autosuffisance des écosystèmes, l'agroécologie est un processus de transition visant à garantir des systèmes équilibrés et durables.

⁸ Des informations plus détaillées sur ces exemples sont disponibles dans SOF Sempreviva Organização Feminista (Organisation féministe Sempreviva) 2018, Pratiques féministes pour un changement économique. Autonomie des femmes et agroécologie dans la région de Vale do Ribeira. São Paulo.



Dans ce processus, la lutte pour la terre est fondamentale et englobe la lutte pour la réforme agraire dans les zones rurales et urbaines, ainsi que la reconnaissance des territoires traditionnels des peuples et le rôle moteur des femmes dans la construction collective du savoir par le biais d'échanges d'expériences et du dialogue (SOF, 2018). Surtout, les femmes engagées dans l'agroécologie au Brésil soulignent ses liens étroits avec le féminisme. Comme le dit SOF: Le féminisme dialogue avec l'agroécologie car les deux mouvements se battent pour une société plus juste. Nous ne pouvons pas construire l'agroécologie tant que l'inégalité entre les sexes existe. Malheureusement, même nos camarades de lutte pour l'agroécologie ne comprennent pas souvent l'importance du féminisme pour réaliser l'égalité (SOF 2018, p. 22).

Il ne sert à rien de produire sans utiliser de produits chimiques toxiques, puis de rentrer chez vous et d'être battu par votre mari. Si l'agroécologie se bat pour une vie dans la dignité, tous les droits doivent être égaux. Le poison est une sorte de violence contre la terre, les plantes, et notre santé. Et le sexisme est un poison dans les familles. C'est pourquoi il est important pour nous de construire collectivement, tout en introduisant le féminisme dans le dialogue au sein de la famille (SOF 2018, p. 22).

Entreprises d'économie solidaire

Dans une perspective féministe, les objectifs de l'économie solidaire sont de surmonter les injustices fondées sur la classe, la race et le sexe et de contrer les forces hégémoniques du capitalisme et du patriarcat en modifiant l'organisation des relations économiques dans la société sur la base de possibilités réelles, et en créant des espaces de liberté et d'expérimentation à travers des processus collectifs. La construction d'un marché social qui réduit les inégalités, «valorise le travail investi dans la production et permet une consommation diversifiée et consciente» (SOF, 2018, p. 27) fait partie intégrante de ces processus.

Au Brésil, les entreprises d'économie solidaire (Empreendimentos de Economia Solidária [EES]) ne sont pas organisées pour impliquer uniquement des personnes marginalisées / exclues du marché du travail formel, mais également des personnes souhaitant mettre en place des modes alternatifs d'organisation de l'économie. La typologie des entreprises de l'économie solidaire comprend les coopératives d'agriculteurs familiaux, les usines récupérées ou les coopératives de couturières du secteur de la production; des services tels que des cuisines collectives, des coopératives de personnes âgées, des activités culturelles, des groupes de consommateurs conscients et de recyclage des déchets solides; des services financiers, y compris les coopératives de crédit, les fonds



renouvelables et les initiatives de monnaie solidaire; et les foires commerciales solidaires (SOF, 2018).

L'une des principales caractéristiques de l'économie solidaire est l'autogestion, qui implique «la propriété collective des moyens de production (terrains, bâtiments et équipements), la définition de normes et d'accords sur la manière de fonctionner collectivement, la transparence et la participation démocratique des citoyens» et de toutes les personnes impliquées dans les décisions » (SOF, 2018, p. 23).

La majorité des participants à la EES sont des femmes, mais elles ne sont pas toujours visibles en raison des préjugés sexistes persistants dans l'enregistrement des membres. Les femmes qui travaillent dans les EES attachent autant d'importance aux aspects non monétaires et relationnels de leur participation qu'à leurs rendements financiers. Les résultats de l'enquête ont révélé que «de manière générale, les participantes à la EES se sentent plus fortes, plus valorisées et ont une meilleure estime d'elles-mêmes grâce à la reconnaissance de leurs connaissances et de leur capacité à innover avec des ressources limitées» (SOF 2018, p. 24).

5. Conclusion: au-delà du modèle de développement extractiviste

Ce document de réflexion n'est pas censé être le dernier mot sur les alternatives au modèle de développement extractiviste dominant. Son objectif principal est de fournir un cadre analytique pouvant aider à créer une base commune pour les débats sur l'extractivisme du Laboratoire d'Idées, et permettre aux participants de s'engager dans la production de perspectives collectives et de connaissances sur des alternatives au système extractiviste pouvant garantir la justice sociale et l'égalité de genre. En conclusion, il apparaît clairement que de véritables alternatives doivent émerger des mouvements sociaux, des peuples, des communautés et des femmes en particulier, sur la base de leurs réalités vécues, de leurs pratiques de développement et de leurs aspirations qui favorisent des changements émancipateurs et multidimensionnels.

Les exemples ci-dessus montrent que de telles alternatives existent déjà et sont même pratiquées. L'une des tâches importantes à venir consiste à reconnaître la valeur de ces nouvelles initiatives, à les rendre visibles et à trouver des moyens efficaces et durables de les partager et de les développer. Édifier le pouvoir et la solidarité des peuples à travers la préservation des biens communs existants, dissocier les communautés de la logique marchande du marché capitaliste



mondial représentent des étapes critiques vers la transformation des relations avec la Nature et le démantèlement des systèmes patriarcal et extractiviste. À cet égard, la création d'espaces d'autonomie, la promotion de l'auto-organisation et l'extension des biens communs sont des étapes importantes vers un changement progressiste.

Une telle transformation multidimensionnelle à long terme nécessitera des luttes politiques fortes pour la création de nouvelles institutions, ainsi que de nouveaux modes de production, et de nouvelles pratiques de distribution et habitudes de consommation. Parce que «le personnel est politique», les luttes doivent également

amener la conscience de soi et de nouvelles manières d'être à travers un changement culturel profond de nos propres pratiques de consommation, de nos relations les uns envers les autres et avec la Nature, ainsi que de nos désirs et de nos habitudes.

Enfin et surtout, dans le contexte d'une économie mondialisée, nos luttes sont plus interdépendantes que jamais. Cela signifie que mettre fin à la destruction des moyens d'existence par l'extractivisme dans les pays africains riches en ressources naturelles dépend de manière cruciale d'une transformation sociale effective dans le Nord et inversement. ■



References

- Acosta, A. (2013). *Extractivism and neoextractivism: Two sides of the same curse*. In D. Mokrani & M. Lang (Authors), *Beyond development: Alternative visions from Latin America* (pp. 61-86). Amsterdam: Transnational Institute, The Netherlands: Fundación Rosa Luxemburg.
- Acosta, A. (2017, October 10). *Post-Extractivism: From Discourse to Practice-Reflections for Action*. Retrieved September 25, 2018, from <https://journals.openedition.org/poldev/2356>
- Aguilar, C. (2012). *Transitions towards post-extractivist societies in Latin America: an answer to the EU Raw Materials Initiative Southern alternatives policy report* (pp. 95-108, Rep.). Dublin, Ireland: Comhlamh. Retrieved from <https://issuu.com/comhlamh/docs/southern-alternatives-policy-report>
- Banerjee, S. B. (2000). *Whose Land Is It Anyway? National Interest, Indigenous Stakeholders, and Colonial Discourses*. *Organization & Environment*, 13(1), 3-38. doi:10.1177/1086026600131001
- Brand, U. (2018, November 29). *Energy Policy and Resources Extractivism: Resistances and Alternatives*. Retrieved from https://www.rosalux.eu/fileadmin/user_upload/reader-en-extractivism-tunis2013.pdf
- Fernandes, M. (2018) *Feminist Alternatives to Predatory Extractivism: Contributions and Experiences from Latin America, Feminist Dialogue Series, Friedrich Ebert Stiftung, Maputo, Mozambique*.
- Galeano, E. (1974). *Open veins of Latin America: Five centuries of the pillage of a continent*. New York, NY: Monthly Review Press.
- Gedicks, A. (1993). *The new resource wars: Native and environmental struggles against multinational Corporations*. Cambridge, MA: South End Press.
- Gudynas, E. (2010). *Americas Program Report (Rep.)*. Washington, DC: Center for International Policy.
- Harvey, D. (2004). *The 'New' Imperialism: Accumulation by Dispossession*. *Socialist Register*, 40, 63-87.
- Monbiot, G. (2017, April 12). *Finally, a breakthrough alternative to growth economics – the doughnut* | George Monbiot. Retrieved September 25, 2018, from <https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/apr/12/doughnut-growth-economics-book-economic-model>
- Oxfam International. (2017, March). *Position paper on gender justice and the extractive industries. (Rep.)*. Retrieved September 25, 2018, from Oxfam International website: https://www.oxfam-america.org/static/media/files/EI_and_GJ_position_paper_v.15_FINAL_03202017_green_Kenny.pdf
- Raworth, K. (2017). *Doughnut economics: Seven ways to think like a 21st-century economist*. London, England: Chelsea Green Publishing.
- Sempreviva Organização Feminista [SOF]. (2018). *Feminist Practices for Economic Change: Women's autonomy and agroecology in the Vale do Ribeira region [PDF]*. São Paulo: Sempreviva Organização Feminista.
- UN Women. (2016, April 6). *Gender, Transformative Leadership & Extractive Industries*. Retrieved September 25, 2018, from <http://africa.unwomen.org/en/news-and-events/stories/2016/04/gender-transformative-leadership>
- Veltmeyer, H., & Petras, J. F. (2013). *Imperialism and Capitalism in the Twenty-first Century: A System in Crisis*. Farnham, UK: Ashgate Publishing.
- WoMin. (2014). *Johannesburg: WoMin*.





À propos de la série «Réflexions féministes»

La série «Réflexions féministes» présente un discours précieux issu des travaux collectifs du Groupe de Réflexion et d'Action Féministe Africain. Le groupe est composé de 40 universitaires féministes, militantes sociales et femmes progressistes issues de syndicats et de personnalités politiques issues de diverses régions du continent africain. Depuis novembre 2017, le groupe s'est régulièrement réuni pour engager des débats critiques sur les défis découlant des schémas de développement néolibéral et des réactions politiques actuelles à l'encontre des femmes pour l'activisme féministe africain contemporain. Les réunions ont été facilitées par le bureau de Friedrich-Ebert-Stiftung au Mozambique.

A propos de l'auteur:

Zo Randriamaro est une militante féministe des droits humains et chercheuse malagasy. Sociologue de formation, elle a produit plusieurs publications sur les questions de genre, d'économie, de commerce et de gouvernance mondiale. Elle a été experte sur ces questions pour les organisations de développement international, y compris les principales agences des Nations Unies. Elle est fondatrice et Coordinatrice du Centre de Recherche et d'Appui pour les Alternatives de Développement - Océan Indien (CRAAD-OI / RSCDA-IO) et de l'Observatoire Indépendant des Droits Économiques, Sociaux et Culturels à Madagascar. Elle est également Présidente du Conseil d'Administration de Fahamu Africa, une organisation panafricaine consacrée aux droits humains et à la justice sociale, et Associée du réseau international Alternatives de Développement pour les Femmes dans une Nouvelle Ère (DAWN).



**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**

Publié par Friedrich-Ebert-Stiftung Mozambique
Av. Tomás Nduda 1313, Maputo, Mozambique
Tél.: 258 21 491231 | Fax.: +258 21 490286
Email: info@fes-mozambique.org | www.fes-mozambique.org
© Friedrich-Ebert-Stiftung 2018
ISBN: 978-989-54223-8-8
Design - João Athayde e Melo | Illustration - Ruth Bañon

L'utilisation à des fins commerciales de tous les supports publiés par Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) n'est pas autorisée sans un consentement écrit. Cette publication peut être citée et ses extraits utilisés, à condition que la source soit entièrement mentionnée. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de Friedrich-Ebert-Stiftung.